



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 24 juin 2024

EN RÉSUMÉ

Nominations

M. Thomas DEROUCHE, directeur d'hôpital, ancien directeur adjoint des cabinets de Mme Agnès BUZYN puis M. Olivier VERAN au ministère des Solidarités et de la Santé, quitte la direction générale de l'ARS de Normandie.

M. Jérôme KOENING, jusqu'alors délégué général de la Fédération Française des Métiers de l'Incendie, a été nommé directeur général de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine, en remplacement de Mme Bénédicte BERTHOLOM.

M. François MENGIN LECREULX, directeur adjoint du cabinet de Mme Catherine VAUTRIN, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, a été nommé directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie.

M. Sergio ALBARELLO, médecin chef des services, ancien médecin en chef à l'état-major particulier du Président de la République, a été nommé directeur général de l'agence régionale de santé de Mayotte.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

Europe – Dans son programme pour les six mois de sa présidence du Conseil de l'UE, la Hongrie insiste au sein du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs (EPSCO) sur la nécessité de jouir d'environnements de travail sains. La Hongrie pense notamment qu'il faut faciliter « l'intégration sociale des personnes handicapées », c'est pourquoi des conclusions du Conseil allant dans ce sens devraient être adoptées, avec une amélioration de la qualité des services.

Services publics / législatives - Le collectif de fonctionnaires *Nos Services Publics* a lancé lundi un comparateur de programmes analysant les réponses apportées par chaque camp : « Un seul programme (Nouveau Front Populaire) se distingue en proposant de faire des services publics une priorité et en renforçant les moyens. C'est un des clivages principaux entre les programmes sur les services publics : le souhait du Nouveau Front Populaire de dégager des recettes nouvelles (de l'ordre de 60 milliards) pour faire face aux besoins de services publics s'oppose aux propositions d'accélération de la baisse des moyens portées par LR, Ensemble et le RN ».

Défenseur des droits / services publics – La Défenseure des droits Claire HEDON a publié lundi un rapport consacré aux droits usagers des services publics, représentant des propositions d'évolution du cadre juridique ou de pratiques administratives en s'appuyant sur les contributions de quinze médiateurs en matière de droit à l'information de l'usager, droits propres à la dimensions relationnelle du service public, droit à un recours effectif, droit à l'erreur, droit à l'égalité d'accès et de traitement.

Fonction publique / handicap - L'État, les hôpitaux et les collectivités locales ont versé 147,9 millions d'euros de "contributions" en 2023 au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), faute d'avoir atteint le seuil légal de 6 % de personnes en situation de handicap dans leurs effectifs. La fonction publique d'État a versé à elle seule près de 79 millions d'euros, soit plus de la moitié des acquittés auprès du FIPHFP en 2023, les employeurs hospitaliers ont contribué à hauteur de 37,5 millions d'euros et ceux de la fonction publique territoriale ont payé 31,5 millions d'euros.

Législatives / fonction publique / RN - Selon les données compilées par le politologue Luc ROUBAN sur les intentions de vote des seuls fonctionnaires pour le premier tour des législatives, "le vote RN s'est durablement installé au cœur des fonctions publiques". La hausse la plus forte se constate chez les agents de la fonction publique de l'État : 27 % comptent voter pour un candidat RN quand ils étaient 19 % à choisir le bulletin "Marine LE PEN" au premier tour de la présidentielle de 2022. L'évolution est moindre dans la territoriale (30 % contre 26 %) et dans l'hospitalière (32 % contre 27 %).